Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article973

Sarkozy, Omar Bongo & la dÃ©mocratie : petit rappel utile...

- RepÃ¨res - DÃ©battre -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 27 juin 2009

Mis Ã jour le : samedi 27 juin 2009

UGTG.org

Extrait du livre Â« Nicolas Sarkozy ou la FranÃ§afrique dÃ©complexÃ©e Â », SamuÃ« l Foutoyet, Ã©ditions Tribord, 2009 Sous-titre chapitre 3, Â« Des dictateurs Ã lâEuros"Ã0lysÃ©e Â ».

Â« Je veux Ãªtre le prÃ©sident de la France des droits de lâEuros"homme. [âEurosÌ¦] Je ne veux Ãªtre le complice dâEuros"aucune dictature Ã travers le monde. Â »
Nicolas Sarkozy, meeting de lâEuros"UMP, Paris, 14 janvier 2007.

Le 25 mai 2007, Nicolas Sarkozy accueille Omar Bongo, second chef dâEuros"Ã0tat africain reÃ§u Ã lâEuros"Ã0lysÃ©e depuis le 6 mai. La veille, le nouveau prÃ©sident recevait Ellen Johnson-Sirleaf, prÃ©sidente depuis 2005 du Liberia, pays ravagÃ© par quinze annÃ©es de guerre civile. La premiÃ¨re femme chef dâEuros"Ã0tat dâEuros"Afrique nâEuros"a cependant Ã©tÃ© reÃ§ue quâEuros"un quart dâEuros"heure. Omar Bongo, lui, est accueilli avec une toute autre faveur. Il faut dire que lâEuros"amitiÃ© entre les deux hommes nâEuros"est pas rÃ©cente. En tÃ©moigne cette interview du dirigeant gabonais sur les ondes de Radio France International, quelques jours avant leur rencontre :

[{JPEG}]
[-] RFI : Â« Depuis combien de temps vous connaissez-vous [avec Nicolas Sarkozy] ? Â »
[-] O. Bongo : Â« Ben, je le connais il nâEuros"Ã©tait mÃªme pas encore au gouvernement. Quand Chirac Ã©tait Ã la Mairie, dans les annÃ©es 80 et quelques. Â »

[-] RFI : Â« Est-ce que vous vous tutoyez par exemple, ou est-ce que vous vous vouvoyez ? Â »
[-] O. Bongo : Â« On se tutoie ! Puisque vous voulez Ãªtre dans les secrets des parfums, hier [le 6 mai, jour de lâEuros"Ã©lection] il mâEuros"a mÃªme tÃ©lÃ©phonÃ©. Bon, alors ! Si Ã§a peut vous arranger, voilÃ ! On se tutoie depuis 80 et quelques. Â »

[-] RFI : Â« Et alors, que vous a-t-il dit ? Â »
[-] O. Bongo : Â« Non, non, nonâEurosÌ¦ Mais vous croyez pas tout de mÃªme que je vais me livrer Ã ce genre de confidences, non ? Il mâEuros"a dit tout simplement : merci pour certains de tes conseils, voilÃ ! Et je lui ai dit fÃ©licitations pour mâEuros"avoir compris parfois. Â » [1]

Des conseils, le dirigeant gabonais en a copieusement prodiguÃ©. De janvier 2004 Ã mars 2007, il a rencontrÃ© Nicolas Sarkozy au moins sept fois, la plupart du temps dans son luxueux hÃ´tel particulier, Ã Paris. [2] Le 22 mars 2007, au sortir dâEuros"un Ã©niÃ¨me entretien, le futur prÃ©sident franÃ§ais est piÃ©gÃ© par une tÃ©lÃ©vision gabonaise. Un rien gÃªnÃ©, il confie avoir Â« Ã©coutÃ© les conseils Â » dâEuros"Omar Bongo et Â« recueilli ses sentiments dâEuros"amitiÃ© Â ». [3]

La compagnie dâEuros"Omar Bongo est certainement trÃ¨s instructive, tant le dirigeant gabonais connaÃ®t bien les coulisses de la vie politique franÃ§aise. Au pouvoir depuis 1967, il a connu tous les prÃ©sidents de la Ve RÃ©publique. Son investiture fÃ »t organisÃ©e par la France. Le 17 aoÃ »t 1960, le gÃ©nÃ©ral de Gaulle dÃ©clare lâEuros"indÃ©pendance du Gabon et place Ã sa tÃªte LÃ©on MâEuros"Ba, proche de lâEuros"administration coloniale. ÃEuros la mort de MâEuros"Ba en 1967, Jacques Foccart choisit de le remplacer par son directeur de cabinet, membre des services secrets franÃ§ais : Albert-Bernard Bongo, rebaptisÃ© Omar Bongo lorsquâEuros"il se convertit Ã lâEuros"Islam en 1973. Jeune trentenaire, ce dernier fonde le Parti DÃ©mocratique Gabonais, parti unique qui rÃ©gnera sans partage pendant 25 ans. En 1990, le multipartisme est instaurÃ©, mais Omar Bongo

remporte invariablement toutes les Ã©lections, notoirement connues pour leur trucage. [4] LâEuros"opposition politique est encadrÃ©e par un systÃ¨me policier sophistiquÃ©, utilisant intimidations, assassinats et corruption. [5]

Le Gabon et la FranÃ§afrique

Le Gabon, petit Ã0tat pÃ©trolier du golfe de GuinÃ©e dâEuros"1,4 million dâEuros"habitants, est une caricature de la FranÃ§afrique. Pays aux richesses exceptionnelles, exportant manganÃ¨se, pÃ©trole, gaz, fer, bois et uranium, sa population reste trÃ¨s pauvre : systÃ¨me mÃ©dical dÃ©faillant, infrastructures scolaires, routiÃ¨res et sanitaires dÃ©labrÃ©es, mortalitÃ© infantile Ã©levÃ©e, analphabÃ©tisme. 70% des Gabonais vivent en dessous du seuil de pauvretÃ©.

Deux indicateurs rÃ©sument ce paradoxe : le Gabon est le 84e pays le plus riche du monde si on considÃ¨re son Produit IntÃ©rieur Brut par habitant, mais il dÃ©gringole Ã la 119e place sur 177 Ã0tats dans le classement de lâEuros"Indicateur du DÃ©veloppement Humain. [6] Cet Ã©cart de 35 places, lâEuros"une des pires performances de la planÃ¨te, illustre combien les richesses du pays profitent peu Ã la population et sont concentrÃ©es dans les mains du clan au pouvoir et des entreprises franÃ§aises. Ces derniÃ¨res sont prÃ©sentes dans tous les secteurs de lâEuros"Ã©conomie, la France constituant 80% des investissements Ã©trangers au Gabon. La principale entreprise est Elf, dÃ©sormais TotalFinaElf. Une proximitÃ© franco-gabonaise ouvertement assumÃ©e par Omar Bongo : Â« LâEuros"Afrique sans la France, câEuros"est la voiture sans le chauffeur. La France sans lâEuros"Afrique, câEuros"est une voiture sans carburant. Â » [7]

Les deux pays entretiennent une coopÃ©ration militaire trÃ¨s Ã©troite, avec une base militaire permanente Ã Libreville rassemblant huit cents soldats franÃ§ais. Des accords spÃ©ciaux prÃ©voient la mise en place dâEuros"une garde prÃ©sidentielle supervisÃ©e par Paris. CrÃ©Ã©e par lâEuros"agent secret Bob Maloubier, Ã©quipÃ©e dâEuros"armes modernes, câEuros"est la meilleure unitÃ© combattante du pays. [8]

Dans toutes les enquÃªtes sur la FranÃ§afrique, le Gabon est dÃ©signÃ© comme une plateforme militaire, pÃ©troliÃ¨re et financiÃ¨re au cÅ"ur des âEuros"âEuros"rÃ©seaux FoccartâEuros"âEuros". Base logistique de la guerre du Biafra (qui, de 1967 Ã 1970, provoqua la mort de deux millions de personnes), point de dÃ©part des expÃ©ditions mercenaires de Bob Denard (qui y disposait dâEuros"un ranch dâEuros"entraÃ®nement), ou encore base arriÃ¨re du coup dâEuros"Ã0tat de 1997 du congolais Denis Sassou Nguesso (beau-frÃ¨re dâEuros"Omar Bongo), le Gabon mÃ©rite certainement son surnom de âEuros"âEuros"FoccartlandâEuros"âEuros". [9]

DâEuros"aprÃ¨s les enquÃªtes menÃ©es pendant lâEuros"affaire Elf, Omar Bongo a participÃ© au financement de partis politiques franÃ§ais, mouvances gaullistes en tÃªte, gÃ©nÃ©ralement sous forme dâEuros"argent liquide. Pour lâEuros"ancien directeur de la Direction GÃ©nÃ©rale de la SÃ©curitÃ© ExtÃ©rieure (DGSE), Pierre Marion, Â« Les subsides de Bongo servent Ã tout le monde lors des Ã©lections franÃ§aises et crÃ©ent une sorte de colonialisme Ã lâEuros"envers Â ». [10] Est-ce la raison pour laquelle tant de personnalitÃ©s politiques (dont FranÃ§ois Bayrou, lui aussi âEuros"âEuros"piÃ©gÃ©âEuros"âEuros" par la tÃ©lÃ©vision gabonaise) se sont empressÃ©es de rencontrer Omar Bongo pendant la campagne prÃ©sidentielle de 2007, Ã commencer par Nicolas Sarkozy ? Non, affirme un proche du leader UMP interrogÃ© Ã ce sujet : Â« Nicolas nâEuros"a pas besoin de valoches Â » [11] âEuros" allusion aux valises de billets. Entre Nicolas Sarkozy et Omar Bongo, une simple relation dâEuros"amitiÃ© ? Nicolas Sarkozy au Gabon

Quelques mois plus tard, pour clore sa premiÃ¨re tournÃ©e africaine, Nicolas Sarkozy se rend Ã Libreville, capitale du Gabon. Aux journalistes sâEuros"Ã©tonnant de ce choix contradictoire avec les discours de âEuros"âEuros"ruptureâEuros"âEuros", Nicolas Sarkozy argumente : Â« En Afrique, le statut dâEuros"ancien, cela compte. Ne pas aller Ã Libreville, câEuros"Ã©tait humilier Bongo. [âEuros¦] SâEuros"agissant du Gabon, je ne pense pas que ce soit le pays qui ait le plus Ã rougir du point de vue de la dÃ©mocratie interne. Â » Vraiment ? Derniers

contre-exemples en date : en janvier 2008, les autoritÃ©s gabonaises suspendent les activitÃ©s dâEuros"une vingtaine dâEuros"organisations de la sociÃ©tÃ© civile qui critiquaient la faÃ§on dont le gouvernement utilise la manne pÃ©troliÃ¨re. [12] En juin 2008, le coordonnateur de la coalition Publiez ce que vous payez [13] Gabon, Marc Ona, est interdit de sortie du territoire, accusÃ© de porter atteinte Ã la sÃ »retÃ© de lâEuros"Ã0tat, puis interpellÃ© par la police sans charges ni mandat fin juillet 2008. [14]

Lors de sa visite, Nicolas Sarkozy annonce une rÃ©duction de 20% de la dette bilatÃ©rale du Gabon, une dÃ©cote exceptionnelle qui ressemble fort Ã un âEuros"âEuros"renvoi dâEuros"ascenseurâEuros"âEuros", et qui nâEuros"empÃªchera cependant pas la moitiÃ© du budget du Gabon, au bord de la faillite, de passer dans le service de la dette. [15] Le prÃ©sident franÃ§ais visite Ã©galement une forÃªt classÃ©e au nord de Libreville. AccompagnÃ© de la spÃ©cialiste britannique des primates Jane Goodall, il dÃ©clare : Â« Je ne veux pas quâEuros"on pille la forÃªt africaine Â ». PrÃ¨s de lui, on distingue Francis Rougier, PDG dâEuros"une entreprise maintes fois dÃ©noncÃ©e pour ses pratiques de pillage des bois africains. [16]

Une ombre vient cependant assombrir cette visite officielle : lâEuros"enquÃªte dite des Biens mal acquis. En mars 2007, trois associations franÃ§aises, Survie, Sherpa (groupement de juristes spÃ©cialisÃ©s dans la criminalitÃ© Ã©conomique) et la FÃ©dÃ©ration des Congolais de la Diaspora dÃ©posent une plainte pour Â« recel de dÃ©tournement dâEuros"argent public Â » visant lâEuros"acquisition de biens en France par des chefs dâEuros"Ã0tats africains et leurs familles. Cinq chefs dâEuros"Ã0tat sont visÃ©s : le gabonais Omar Bongo Ondimba, le congolais Denis Sassou Nguesso, le burkinabÃ© Blaise CompaorÃ©, lâEuros"angolais Eduardo Dos Santos et lâEuros"Ã©quato-guinÃ©en Teodoro Obiang. Motif ? Les biens immobiliers et financiers de ces chefs dâEuros"Ã0tat en France semblent disproportionnÃ©s par rapport Ã leurs salaires officiels. Les trois associations puisent leurs arguments dans un rapport intitulÃ© Biens mal acquisâEuros¦ profitent trop souvent, rÃ©alisÃ© en 2006 par le ComitÃ© Catholique contre la Faim et pour le DÃ©veloppement (CCFD).

En juin 2007, le parquet de Paris ouvre une enquÃªte prÃ©liminaire confiÃ©e Ã lâEuros"Office Central de RÃ©pression de la Grande DÃ©linquance FinanciÃ¨re (OCRGDF). Les premiÃ¨res investigations aboutissent Ã des rÃ©sultats impressionnants [17]. En tÃ©moigne cet extrait du journal Le Monde, qui publie les principales informations des trente-quatre procÃ¨s-verbaux rÃ©digÃ©s entre juin et novembre 2007 : Â« La dÃ©couverte la plus spectaculaire se situe entre les Champs-Ã0lysÃ©es et la plaine Monceau, dans le 8e arrondissement de la capitale. LÃ , un hÃ´tel particulier a Ã©tÃ© acquis le 15 juin 2007 pour la somme de 18,875 millions dâEuros"euros par une sociÃ©tÃ© civile immobiliÃ¨re (SCI). Celle-ci associe deux enfants du prÃ©sident gabonais, Omar Denis, 13 ans, et Yacine Queenie, 16 ans, son Ã©pouse Edith, qui se trouve Ãªtre la fille du prÃ©sident congolais Denis Sassou Nguesso, et un neveu de ce dernier, Edgar Nguesso, 40 ans. [âEuros¦] Au total, sont rÃ©pertoriÃ©s 33 biens (appartements, hÃ´tel particulier et maisons) appartenant au gabonais Omar Bongo ou Ã sa famille : deux appartements avenue Foch (88 m2 et 210 m2) et un de 219 m2 lui aussi situÃ© dans le 16e arrondissement. ÃEuros Nice, une propriÃ©tÃ© est constituÃ©e de deux appartements, trois maisons. Ali Bongo, qui est son fils et aussi son ministre de la dÃ©fense depuis 1999, est Ã©galement propriÃ©taire avenue Foch tandis que son Ã©pouse Edith possÃ¨de deux immenses logements dans le 7e arrondissement, non loin de la tour Eiffel. De Nice Ã Neuilly-sur-Seine en passant - souvent - par le 16e arrondissement parisien, lâEuros"enquÃªte recense aussi les propriÃ©tÃ©s de Jean Ping, ex-gendre dâEuros"Omar Bongo et actuel ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, et dâEuros"autres fils du prÃ©sident gabonais comme Omar-Denis junior et Jeff, ainsi que ses filles comme Audrey, Yacine Queenie, ou petite-fille comme Nesta Shakita. Â » [18]

Les enquÃªteurs rÃ©pertorient onze comptes ouverts au nom dâEuros"Omar Bongo Ã Paris, Nice ou CrÃ©teil, ainsi que lâEuros"achat dâEuros"un impressionnant parc automobile de luxe. La richesse immobiliÃ¨re et les revenus publics du prÃ©sident gabonais sont largement disproportionnÃ©s par rapport Ã son salaire officiel, 15 000 euros par mois. DâEuros"oÃ¹ provient la fortune dâEuros"Omar Bongo ? Deux chÃ¨ques dÃ©couverts pendant les investigations de lâEuros"OCRGDF sont Ã©loquents. En fÃ©vrier 2004, la femme du prÃ©sident (qui nâEuros"est pas membre du gouvernement) achetait une voiture de luxe Maybach, payÃ©e intÃ©gralement par le TrÃ©sor public

gabonais : les enquÃªteurs franÃ§ais ont dÃ©couvert un chÃ¨que de 390 795 euros, tirÃ© sur le compte de la paierie du Gabon. Ce mÃªme compte, ouvert Ã la Banque de France, a Ã©galement servi Ã financer la moitiÃ© dâEuros"une Mercedes Ã 75 000 euros achetÃ©e en septembre 2006 Ã Paris par Pascaline Bongo, la fille du prÃ©sident.

En 1999, le SÃ©nat Ã©tats-unien enquÃªtait dÃ©jÃ sur lâEuros"origine de la fortune du prÃ©sident gabonais, mettant au jour de multiples comptes Ã Jersey, Ã Londres, au Luxembourg, Ã New York et en Suisse, pour un montant total dÃ©passant les 130 millions de dollars. Selon la City Bank et les sÃ©nateurs Ã©tats-uniens, Â« lâEuros"argent provenait dâEuros"une allocation budgÃ©taire, 8,5 % du budget gabonais âEuros" soit 111 millions de dollars âEuros" Ã©tant chaque annÃ©e rÃ©servÃ©s au prÃ©sident. [âEuros¦] Les fonds gouvernementaux du Gabon sont bien la source premiÃ¨re des avoirs se trouvant sur les comptes dâEuros"Omar Bongo Â ». [19]

Et pendant ce temps, le pays sâEuros"endette. Alors que le Gabon continue dâEuros"exporter plus de 13 millions de tonnes de pÃ©trole brut par an, la dette publique contractÃ©e par Omar Bongo sâEuros"Ã©levait dÃ©jÃ Ã 4 milliards de dollars en 2002. LâEuros"opulente fortune du chef dâEuros"Ã0tat gabonais nous laisse prÃ©sager des profits colossaux rÃ©alisÃ©s par Elf, BollorÃ©, Bouygues et toutes les multinationales profitant du pillage des ressources africaines, cela pendant que les populations de ces pays sâEuros"appauvrissent.

Mais revenons Ã la visite gabonaise de Nicolas Sarkozy. Ce jour-lÃ , un journaliste questionne justement le prÃ©sident sur lâEuros"affaire des Biens mal acquis. Le prÃ©sident franÃ§ais, visiblement agacÃ©, rÃ©torque : Â« Si Ã chaque fois quâEuros"il y a des enquÃªtes il faut arrÃªter nos relations, on ne les aurait pas arrÃªtÃ©es seulement du cÃ´tÃ© africain, si vous voyez ce que je veux direâEuros¦ Attendez que la justice fasse son travail et on verra bien. Â » [20] Cette scÃ¨ne, qui montre le visage embarrassÃ© du prÃ©sident Bongo, sâEuros"affiche sur plusieurs chaÃ®nes de tÃ©lÃ©vision franÃ§aise Ã des heures de grande Ã©coute.

Attendre que la Justice fasse son travail ? Le 13 novembre 2007, le parquet de Paris dÃ©cide de classer cette enquÃªte sans suite. Motif ? Â« Les investigations nâEuros"ont pas permis, en lâEuros"Ã©tat, de mettre en Ã©vidence des infractions pÃ©nales Â », pourtant rÃ©vÃ©lÃ©es par les deux chÃ¨ques de la paierie du Gabon en France. Difficile de ne pas imaginer derriÃ¨re cet opportun classement juridique, lorsque lâEuros"on connaÃ®t les dÃ©tails du dossier, une dÃ©cision politique prise au plus haut niveau.

Le 3 mars 2008, la chaÃ®ne de tÃ©lÃ©vision France 2 diffuse cependant un reportage sur les Biens mal acquis, en particulier ceux dâEuros"Omar Bongo. La diplomatie gabonaise rÃ©agit aussitÃ´t par un communiquÃ© dÃ©nonÃ§ant un Â« acharnement mÃ©diatique Â » mettant Â« en pÃ©ril lâEuros"intÃ©gritÃ© physique (sic) [dâEuros"Omar Bongo] ainsi que celle de sa famille Â ». Quelques mois plus tÃ´t, le dirigeant gabonais expÃ©rimentait dÃ©jÃ cette stratÃ©gie de victimisation. Le 2 dÃ©cembre 2007, cÃ©lÃ©brant le 40e anniversaire de son arrivÃ©e au pouvoir, Omar Bongo dÃ©nonÃ§ait les Â« dÃ©tournements Â », la Â« course pour lâEuros"enrichissement illicite Â », la Â« corruption Â » et Â« lâEuros"impunitÃ© ambiante Â » du reste de la classe dirigeante, accusant celle-ci dâEuros"avoir fait Â« main basse Â » sur les fonds destinÃ©s au dÃ©veloppement : Â« Je sais que lâEuros"Ã©tat de notre rÃ©seau routier, de nos infrastructures sanitaires et scolaires, de nos moyens de transport publics, a connu une grave dÃ©gradation [âEuros¦] [le Gabon] est aujourdâEuros"hui affaibli par lâEuros"ethnisme, le clientÃ©lisme, lâEuros"affairisme, la corruption, la politisation outranciÃ¨re, qui ont gangrenÃ© les pouvoirs publics. Â » [21] On nâEuros"eut pas dit mieux.

Source : Survie.org [Survie est une association (loi 1901) qui mÃ¨ne des campagnes dâEuros"information et dâEuros"interpellation des citoyens et des Ã©lus pour une rÃ©forme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud.]

[1] RFI, 8 mai 2007.

[2] Rue Dosne, Paris XVIe. Cf. La Lettre du Continent, 16 fÃ©vrier 2006, 29 juin 2006, 14 septembre 2006, 12 octobre 2006, 25 janvier 2007, 22 fÃ©vrier 2007.

[3] LâEuros"Express, 18 juin 2007, scÃ¨ne Ã©galement visible sur le site internet Dailymotion.

[4] Billets dâEuros"Afrique et dâEuros"ailleurs nÂ? 141, novembre 2005.

[5] Cf. Noir Chirac, dÃ©jÃ citÃ©.

[6] Rapport du PNUD 2007/2008.

[7] RapportÃ© dans Affaires africaines, Pierre PÃ©an, Fayard, 1983.

[8] Cf. Noir Silence, dÃ©jÃ citÃ©.

[9] Cf. Noir ProcÃ¨s, ouvrage collectif, Les arÃ¨nes, 2001.

[10] ibid.

[11] LâEuros"Express, 18 juin 2007.

[12] Journal Du Dimanche, 18 Janvier 2008.

[13] La coalition internationale Â« Publish What You Pay Â », lancÃ©e en 2002, milite pour une plus grande transparence des entreprises et des Ã0tats dans lâEuros"exploitation des ressources pÃ©troliÃ¨res et miniÃ¨res.

[14] Cf. communiquÃ© de lâEuros"association Survie, 1er aoÃ »t 2008, disponible sur http://survie.org

[15] Remboursements annuels du capital et des intÃ©rÃªts de la dette.

[16] Les activitÃ©s de Francis Rougier sont dÃ©noncÃ©es dans Les pillards de la forÃªt, Arnaud Labrousse, FranÃ§ois-Xavier Verschave, dossier noir nÂ?17, Agone, 2002.

[17] Les rÃ©sultats de cette enquÃªte ainsi que celle rÃ©alisÃ©e par le CCFD sont rassemblÃ©s dans la brochure Biens mal acquis des dictateurs africains en France, brochure de lâEuros"association Survie, juin 2008, disponible sur http://survie.org

[18] Le Monde, 1er fÃ©vrier 2008.

[19] LâEuros"Express, 8 juin 2000 et Rapport du SÃ©nat amÃ©ricain, Private Banking and Money Laundering, 1999.

[20] Est rÃ©publicain, 28 juillet 2007.

[21] AFP, 2 dÃ©cembre 2007.